



Assemblée générale

Distr. générale
26 juin 2014
Français
Original : anglais

**Cinquième Réunion biennale des États
pour l'examen de la mise en œuvre
du Programme d'action en vue de prévenir,
combattre et éliminer le commerce illicite
des armes légères et de petit calibre
sous tous ses aspects**

New York, 16-20 juin 2014

Rapport de la cinquième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects

I. Introduction

1. Dans sa résolution 56/24 V, l'Assemblée générale s'est félicitée que le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects ait été adopté par consensus et a décidé de convoquer, au plus tard en 2006, une conférence chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action, dont la date et le lieu seraient arrêtés à sa cinquante-huitième session. Elle a également décidé de convoquer tous les deux ans, à compter de 2003, une réunion des États afin d'examiner l'exécution du Programme aux niveaux national, régional et mondial.

2. Conformément aux résolutions 57/72 et 59/86 de l'Assemblée générale, les deux premières réunions biennales ont eu lieu à New York du 7 au 11 juillet 2003 et du 11 au 15 juillet 2005 et, conformément à ses résolutions 58/241 et 59/86, la Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects s'est tenue à New York du 26 juin au 7 juillet 2006. Conformément aux résolutions 61/66 et 62/47, la troisième réunion biennale s'est tenue du 14 au 18 juillet 2008 et, conformément aux résolutions 63/72 et 64/50, la quatrième réunion biennale s'est tenue du 14 au 18 juin 2010. Conformément aux résolutions 65/64 et 66/47, la deuxième Conférence chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du

* Nouveau tirage pour raisons techniques (4 décembre 2014).



Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects s'est tenue à New York du 27 août au 7 septembre 2012.

3. Dans sa résolution 67/58, l'Assemblée générale a décidé, conformément au calendrier des réunions pour la période 2012-2018 arrêté à la deuxième Conférence d'examen, de convoquer, en application des dispositions pertinentes du Programme d'action, une réunion biennale des États d'une semaine, à New York en 2014 et en 2016, et une réunion d'experts gouvernementaux à composition non limitée d'une semaine, en 2015, en vue d'examiner la mise en œuvre intégrale et effective du Programme d'action.

4. Dans sa résolution 68/48, l'Assemblée générale a décidé que la prochaine réunion biennale des États se tiendrait à New York du 16 au 20 juin 2014.

II. Questions d'organisation

A. Ouverture et durée

5. La cinquième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 16 au 20 juin 2014 et a consacré à cet examen huit séances plénières.

6. Le Secrétaire de la Réunion était Kenji Nakano, du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences. Le Bureau des affaires de désarmement a apporté son concours sur les questions de fond.

7. La Réunion a été ouverte par la Haut-Représentante adjointe pour les affaires de désarmement, Virginia Gamba, qui a fait une déclaration. M^{me} Gamba a également organisé l'élection du Président de la Réunion.

B. Membres du Bureau

8. À la 1^{re} séance, le 16 juin 2014, le Bureau suivant a été élu par acclamation :

Président :

Zahir Tanin (Afghanistan)

Vice-Présidents :

Algérie, Allemagne, Argentine, Colombie, Guatemala, Iran (République islamique d'), Libéria, Maroc, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Portugal, République de Moldova, République tchèque et Roumanie

C. Adoption de l'ordre du jour

9. Toujours à la 1^{re} séance, l'ordre du jour suivant (A/CONF.192/BMS/2014/L.1) a été adopté :

1. Ouverture de la Réunion par le Haut-Représentant pour les affaires de désarmement.

2. Élection du Président.
 3. Déclaration du Président.
 4. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
 5. Élection des autres membres du Bureau.
 6. Examen de la mise en œuvre du Programme d'action sous tous ses aspects, aux niveaux national, régional et mondial, notamment la gestion des stocks, y compris les mesures de sécurité physique des armes légères et de petit calibre.
 7. Examen de la mise en œuvre de l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites.
 8. Coopération et aide internationales aux fins de la mise en œuvre intégrale et efficace du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage, notamment :
 - a) Renforcement des capacités et formation;
 - b) Transfert de technologie et de matériel.
 9. Autres questions et thèmes intéressant la mise en œuvre du Programme d'action.
 10. Examen du projet de document final.
 11. Examen et adoption du rapport de la réunion.
10. À la même séance, le programme de travail (A/CONF.192/BMS/2014/L.2) a été adopté.

D. Règlement intérieur

11. Toujours à la 1^{re} séance, il a été décidé que le Règlement intérieur de la Conférence des Nations Unies de 2001 sur le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects (A/CONF.192/L.1) serait appliqué *mutatis mutandis*.
12. À la même séance, conformément aux paragraphes a) et b) de l'article 63 du Règlement intérieur, une décision a été prise sur la participation des organisations non gouvernementales aux travaux de la cinquième Réunion biennale.

E. Documentation

13. La documentation de la cinquième Réunion biennale figure dans le document A/CONF.192/BMS/2014/INF/2.
14. Les 68 États suivants ont présenté à la Réunion, de leur propre initiative, des rapports nationaux sur la mise en œuvre du Programme d'action : Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Andorre, Argentine, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis

d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, France, Guatemala, Hongrie, Îles Marshall, Inde, Italie, Jamaïque, Japon, Lettonie, Libéria, Lituanie, Luxembourg, Mali, Mexique, Mozambique, Namibie, Norvège, Ouganda, Pakistan, Panama, Paraguay, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République démocratique du Congo, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Soudan du Sud, Suède, Suisse, Trinité-et-Tobago et Ukraine.

III. Débats

A. Examen de la mise en œuvre du Programme d'action sous tous ses aspects, aux niveaux national, régional et mondial, notamment la gestion des stocks, y compris les mesures de sécurité physique des armes légères et de petit calibre

15. Le point 6 de l'ordre du jour a été examiné aux 1^{re} et 2^e séances, le 16 juin 2014. À la 1^{re} séance, le représentant du Bureau des affaires de désarmement a présenté un résumé des rapports nationaux reçus sur la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites. Des déclarations ont aussi été faites par le représentant de l'Union européenne et les représentants des pays suivants : Jamaïque (au nom de la Communauté des Caraïbes), Qatar (au nom du Groupe des États arabes), Japon, Pakistan, Chine, Afrique du Sud, Iraq, Argentine, Arabie saoudite, Cuba, République bolivarienne du Venezuela, Cabo Verde, Colombie, Guatemala, République de Corée, Trinité-et-Tobago, Espagne, Inde, Costa Rica, Kazakhstan, Thaïlande, Brésil, France, Égypte, Fédération de Russie, République dominicaine et Nigéria. À la 2^e séance, des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants : République de Moldova (au nom de la présidence du Forum pour la coopération en matière de sécurité de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), Mexique, Australie, Malaisie, Pays-Bas, Israël, Royaume-Uni, Suisse, Bélarus, Canada, États-Unis, Mali, Bénin, Nicaragua et Autriche, et par l'observateur de l'État de Palestine.

B. Examen de la mise en œuvre de l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites

16. Le point 7 de l'ordre du jour a été examiné aux 3^e et 4^e séances, le 17 juin 2014. À la 3^e séance, l'adjointe du Haut-Représentant pour les affaires de désarmement a présenté le rapport du Secrétaire général (A/CONF.192/BMS/2014/1). Le Coordonnateur du Programme sur les armes à feu de l'Organisation internationale de police criminelle a fait un exposé. Des déclarations ont été faites par le représentant de l'Union européenne et les représentants des pays suivants : Jamaïque (au nom de la Communauté des Caraïbes), Qatar (au nom du Groupe des États arabes), Égypte, Japon, Algérie, Australie, Afrique du Sud, Argentine, Costa Rica, Chine, France, Pérou, Libéria, Belgique, Arménie, Brésil, États-Unis, République tchèque, Inde,

Guatemala, République bolivarienne du Venezuela, République de Corée, Malaisie, Royaume-Uni, Arabie saoudite, Colombie, Zambie, Kazakhstan, Pays-Bas, Bénin et Espagne. À la 4^e séance, le représentant du Bureau des affaires de désarmement a répondu aux questions posées par les représentants de l'Afrique du Sud et de l'Égypte au sujet des points examinés aux 1^{re} et 3^e séances. Des déclarations ont aussi été faites par les représentants du Botswana et du Nigéria.

C. Coopération et aide internationales aux fins de la mise en œuvre intégrale et efficace du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage

1. Renforcement des capacités et formation

2. Transfert de technologie et de matériel

17. Le point 8 de l'ordre du jour a été examiné aux 5^e et 6^e séances, le 18 juin 2014. À la 5^e séance, des déclarations ont été faites par les représentants de l'Indonésie (au nom du Mouvement des pays non alignés), de l'Union européenne, de l'Argentine, de l'Afrique du Sud, du Japon, de la Chine, de l'Iraq, du Bélarus, de la Colombie, de la République-Unie de Tanzanie, de Cuba, de la Turquie et de l'Inde. À la 6^e séance, des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants : Ghana (au nom de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), Nigéria (également au nom du Groupe des États d'Afrique), Guyana (au nom de la Communauté des Caraïbes), Qatar (au nom du Groupe des États arabes), Thaïlande, Costa Rica, États-Unis, Suisse, Guatemala, Égypte, Mexique, France, Royaume-Uni, Nigéria, Australie, Mali, Algérie, Soudan, Pérou, Maroc, Autriche, Pays-Bas, Soudan du Sud, Iran (République islamique d'), Norvège et Trinité-et-Tobago, et par l'observateur de l'État de Palestine.

D. Autres questions et thèmes intéressant la mise en œuvre du Programme d'action

18. Le point 9 de l'ordre du jour a été examiné à la 7^e séance, le 19 juin 2014. Des déclarations ont été faites par le représentant du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (au nom du Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères et de petit calibre) et par les observateurs de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, de la Communauté d'Afrique de l'Est, du Centre régional sur les armes légères et de petit calibre dans la région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et les États limitrophes et du Comité international de la Croix-Rouge. Des déclarations ont aussi été faites par les représentants du Réseau international d'action contre les armes légères et de l'Institut international d'Oslo de recherches sur la paix. Après une brève suspension de la séance, d'autres déclarations ont été faites par les représentants des organismes suivants : Forum mondial sur l'avenir des activités de tir sportif, Defense Small Arms Advisory Council, Sporting Arms and Ammunition Manufacturers' Institute, Heritage Foundation, Association canadienne pour les armes à feu et American Conservative Union. Enfin, des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants : Trinité-et-Tobago (au nom de la Communauté des Caraïbes), Kenya, République tchèque, Mexique, Fédération de Russie, Guatemala, Argentine, Cameroun et Autriche.

IV. Adoption du projet de document final

19. À la 8^e séance, le 20 juin 2014, au titre du point 10 de l'ordre du jour, il a été décidé d'inclure dans le présent rapport les conclusions tirées de l'examen des points 6 à 9 (voir annexe). À la même séance, la délégation de l'Égypte a fait une déclaration dans laquelle elle a exprimé la réserve suivante : « les débats qui ont eu lieu lors de la séance ont révélé encore une fois l'absence de consensus sur les munitions des armes légères et de petit calibre et les explosifs, la gestion intégrée du contrôle des frontières et d'autres questions ne relevant pas du Programme d'action ou des travaux de la Réunion ».

V. Adoption du rapport

20. À la 8^e séance, le 20 juin 2014, les participants ont examiné et adopté le projet de rapport de la cinquième Réunion biennale des États (A/CONF.192/BMS/2014/L.3) et ont autorisé le Président à établir la version définitive du rapport.

Annexe

Document final de la cinquième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects

1. Au cours de la cinquième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects, les États ont examiné l'application du Programme d'action et de l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites.
2. Les États se sont déclarés gravement préoccupés par la fabrication, le transfert et la circulation illicites d'armes légères et de petit calibre ainsi que par leur accumulation excessive et leur prolifération incontrôlée dans de nombreuses régions du monde, qui ont toute une série de conséquences d'ordre humanitaire et socioéconomique et constituent une grave menace pour la paix, la réconciliation, la sûreté, la sécurité, la stabilité et le développement durable aux niveaux individuel, local, national, régional et international.
3. Les États ont réaffirmé leur respect des obligations découlant du droit international, des buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies, ainsi que ceux énoncés dans le Programme d'action, notamment aux huitième à onzième alinéas du préambule.
4. Les États se sont félicités des progrès accomplis dans l'application du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage depuis leur adoption, notamment dans l'élaboration, le renforcement et l'application au niveau national de lois, de règlements et de procédures administratives en vue de prévenir le commerce et la fabrication illicites d'armes légères et de petit calibre, l'élaboration de plans d'action nationaux, la mise en place de points de contact nationaux, la présentation, à titre facultatif, de rapports nationaux et le resserrement de la coopération régionale. Ils ont aussi salué les progrès accomplis quant à la sécurité des stocks d'armes, à la collecte et à la destruction des armes légères et de petit calibre illicites, au marquage de ces armes, à la formation technique et à l'échange d'informations.
5. En gardant à l'esprit les différences entre les caractéristiques, capacités et priorités des États et des régions, les États ont noté les obstacles qui continuent d'entraver l'application du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage, ainsi que la nécessité de renforcer la coopération et l'aide internationales. Ils ont réaffirmé leur engagement en faveur de la mise en œuvre intégrale et effective du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage durant la période 2012-2018, en application des mesures adoptées à la Conférence des Nations Unies chargée en 2012 d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects (A/CONF.192/2012/RC/4, annexes I et II) et entérinées par l'Assemblée générale dans sa résolution 67/58.

I. Examen de la mise en œuvre du Programme d'action sous tous ses aspects, aux niveaux national, régional et mondial, notamment la gestion des stocks, y compris les mesures de sécurité physique des armes légères et de petit calibre

6. Les États ont réaffirmé qu'une bonne gestion des stocks d'armes légères et de petit calibre, en particulier dans le contexte de la violence armée et de la criminalité transnationale organisée et dans les situations de conflit ou d'après conflit, était indispensable pour prévenir les accidents et réduire le risque que ces armes soient détournées aux fins du commerce illicite ou au profit de groupes armés, de terroristes ou d'autres utilisateurs non autorisés. Les États ont noté les derniers faits nouveaux concernant la gestion et la sécurité physique des stocks d'armes, y compris dans les résolutions pertinentes de l'ONU.

7. Les États ont examiné les dispositions spécifiques exigées par une bonne gestion des stocks d'armes, y compris les mesures de sécurité physique, en particulier dans les situations de conflit et d'après conflit, ainsi que l'aide et la coopération internationales nécessaires à cet égard. Ils ont noté que le Conseil de sécurité s'efforce de traiter la question des armes légères et de petit calibre illicites en incorporant la gestion et la sécurité physique des stocks d'armes dans les mandats des missions de maintien de la paix des Nations Unies.

8. Les États ont noté qu'il importait, selon les circonstances et en consultation avec les parties concernées, d'intégrer des mesures de gestion des stocks dans les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration et d'autres programmes nationaux pertinents, en particulier dans les situations de conflit et d'après conflit. Ils ont souligné aussi que grâce à une bonne gestion des stocks d'armes, y compris des mesures de sécurité physique, les États pourraient honorer les obligations qui leur incombent au niveau international en vertu de la Charte des Nations Unies.

9. Les États ont souligné que la gestion des stocks d'armes, y compris les mesures de sécurité physique, pouvait être améliorée grâce aux progrès technologiques.

10. Les États ont insisté sur la nécessité de faciliter la participation et la représentation des femmes dans les processus de décision, de planification et d'exécution liés aux armes légères et de petit calibre, y compris dans ceux liés à la gestion et à la sécurité physique des stocks d'armes, compte tenu de la résolution 65/69 de l'Assemblée générale sur les femmes, le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements, et de ses résolutions ultérieures sur la question ainsi que de la résolution 1325 (2000) et des résolutions ultérieures du Conseil de sécurité.

11. Les États ont estimé que la mise en place de procédures de gestion du cycle de vie en bonne et due forme pourrait réduire les risques de sécurité concernant les stocks d'armes, comme les explosions accidentelles dans les dépôts et le détournement des armes aux fins du commerce illicite ou au profit de groupes armés illégaux, de terroristes ou d'autres utilisateurs non autorisés.

12. Les États ont fait observer que les mesures de gestion et de sécurité physique des stocks d'armes seraient plus efficaces si elles étaient appliquées spontanément

par les pays, dans le respect des lois, des normes et des directives nationales pertinentes, et si les pays échangeaient entre eux les enseignements de l'expérience et les pratiques optimales en matière de gestion des stocks d'armes et de sécurité physique des armes légères et de petit calibre.

13. Les États ont invité les États Membres et les organisations internationales, régionales et sous-régionales compétentes à mettre en commun leurs données d'expérience et leurs travaux de recherche sur le détournement des armes aux fins du commerce illicite ou au profit de groupes armés illégaux, de terroristes ou d'autres utilisateurs non autorisés.

14. Les États ont reconnu l'importance que revêtaient la coopération et l'aide, offertes notamment par l'intermédiaire des organisations régionales et sous-régionales et des centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement, pour la gestion et la sécurité physique des stocks d'armes ainsi que la destruction ou toute autre forme d'élimination responsable des stocks en excédent d'armes légères et de petit calibre non ou insuffisamment marquées.

15. Les États ont mis l'accent sur la nécessité de trouver des méthodes de destruction des armes légères et de petit calibre qui soient efficaces par rapport au coût et inoffensives pour l'environnement. Ils ont noté à cet égard l'importance du transfert des technologies connexes, lorsque la demande en est faite et selon qu'il convient.

16. Les États ont rappelé aussi qu'aux termes du Programme d'action, des programmes sous-régionaux, régionaux et internationaux de formation de spécialistes de la gestion et de la sécurité physique des stocks d'armes légères et de petit calibre devraient être mis au point. À cet égard, les États ont été invités à procéder à des échanges d'informations et à renforcer encore les capacités, notamment en offrant des formations appropriées dans ce domaine, et à faciliter l'organisation de ces formations et la transmission des connaissances spécialisées, le cas échéant.

La voie à suivre

17. En tenant compte des différences entre les caractéristiques, capacités et priorités des États et des régions, les États prendront les mesures ci-après pour prévenir, maîtriser et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects :

a) Continuer de renforcer l'application du Programme d'action et, à ce titre, renforcer la gestion et la sécurité physique des stocks d'armes légères et de petit calibre afin d'empêcher que ces armes soient détournées aux fins du commerce illicite ou au profit de groupes armés illégaux, de terroristes ou d'autres utilisateurs non autorisés;

b) Encourager, autant que possible et en consultation avec les parties concernées, l'intégration des mesures de gestion des stocks dans les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration et d'autres programmes nationaux pertinents, en particulier dans les situations de conflit et d'après conflit;

c) Tirer parti, dans la mesure du possible, des progrès technologiques pour renforcer la gestion et la sécurité physique des stocks d'armes, en se rappelant à cet égard l'importance du transfert des technologies connexes, lorsque la demande en est faite et selon qu'il convient;

d) Promouvoir la contribution des femmes à la prévention et à l'élimination du commerce illicite des armes légères et de petit calibre, notamment en favorisant leur accès à la formation et leur participation active et leur représentation dans les processus de décision, de planification et d'exécution liés à la mise en œuvre du Programme d'action, y compris la gestion et la sécurité physique des stocks d'armes, et en menant des activités de sensibilisation et d'éducation;

e) Veiller à la gestion sûre et efficace et à la sécurité physique des stocks d'armes légères et de petit calibre, conformément aux normes et procédures nationales pertinentes, et prendre les mesures appropriées pour renforcer les procédures de gestion du cycle de vie des stocks;

f) Mettre en commun, lors des futures réunions sur la mise en œuvre du Programme d'action selon qu'il convient, les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'application des normes et des directives relatives à la gestion et à la sécurité physique des stocks d'armes conformément à la législation nationale;

g) Renforcer la coopération et l'aide internationales et régionales à la mise en œuvre du Programme d'action, y compris la gestion et la sécurité physique des stocks d'armes, notamment en ce qui concerne la destruction ou toute autre forme d'élimination responsable des stocks en excédent d'armes légères et de petit calibre non ou insuffisamment marquées, en favorisant le renforcement des compétences régionales par l'intermédiaire des organisations et des centres de formation régionaux et sous-régionaux;

h) Encourager l'utilisation de méthodes d'élimination des armes légères et de petit calibre efficaces par rapport au coût et inoffensives pour l'environnement, et faciliter le transfert des technologies connexes, lorsque la demande en est faite et selon qu'il convient;

i) Encourager les organisations sous-régionales et régionales, ainsi que les centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement, conformément à leurs mandats respectifs, à aider les États qui en font la demande à renforcer leurs capacités nationales aux fins de l'application efficace du Programme d'action, y compris la gestion et la sécurité physique des stocks d'armes;

j) Renforcer encore, le cas échéant, les capacités en matière de gestion et de sécurité physique des stocks d'armes aux niveaux national et régional, notamment en concevant des formations axées sur cette question et en les organisant, lorsque la demande en est faite et selon qu'il convient.

II. Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre

18. Les États ont noté l'importance de l'échange d'informations aux niveaux national, sous-régional, régional et international, à titre volontaire et dans le respect des législations et procédures administratives nationales, si l'on voulait prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre et empêcher que ces armes soient détournées aux fins du commerce illicite ou au profit de groupes armés illégaux, de terroristes et d'autres utilisateurs non autorisés, et en particulier l'importance de l'échange en temps opportun des résultats des opérations

de traçage et d'autres informations pertinentes entre les autorités nationales compétentes.

19. Les États ont constaté avec préoccupation que l'évolution de la conception des armes légères et de petit calibre et de la technologie employée dans leur fabrication, notamment les tendances signalées dans le rapport du Secrétaire général (A/CONF.192/BMS/2014/1), posait de nouvelles difficultés pour le marquage, l'enregistrement et le traçage des armes.

20. Les États ont noté toutefois les possibilités d'améliorer le marquage, l'enregistrement et le traçage des armes légères et de petit calibre qui pourraient résulter de l'évolution de la conception de ces armes et de la technologie employée dans leur fabrication, et ont rappelé qu'il importait d'assurer le transfert des technologies connexes, sur demande et selon les besoins.

21. Les États ont souligné la contribution que l'échange d'informations relatives au traçage, préconisé dans le Programme d'action et l'Instrument international de traçage, pourrait apporter à la prévention de la circulation illicite d'armes légères et de petit calibre dans le contexte de toutes les formes de criminalité et dans les situations de conflit et d'après conflit, notamment à la planification et à l'exécution des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration et d'autres programmes nationaux pertinents, et ont noté le rôle important joué à cet égard par les organes, organismes et missions des Nations Unies et par les organisations régionales et sous-régionales compétentes.

22. Les États ont estimé que les informations relatives au traçage des armes dans le cadre des enquêtes judiciaires devaient être conservées par les autorités nationales compétentes afin de protéger leur caractère confidentiel, conformément aux lois et règlements nationaux et aux obligations internationales en la matière.

23. Les États ont réaffirmé la nécessité de renforcer les mesures nationales relatives au marquage des armes légères et de petit calibre, y compris, autant que possible, le marquage à l'importation, conformément au paragraphe 8 b) de l'Instrument international de traçage.

24. Les États ont réaffirmé leur volonté de désigner, s'ils ne l'ont pas encore fait, un ou plusieurs points de contact nationaux chargés de la mise en œuvre de l'Instrument international de traçage afin de faciliter la coopération aux opérations de traçage, conformément aux dispositions de l'Instrument, et de mettre à jour régulièrement cette information dans leurs rapports nationaux.

25. Les États ont souligné l'existence d'outils permettant d'échanger efficacement et rapidement les informations relatives au traçage des armes légères et de petit calibre illicites, y compris des outils en ligne comme ceux proposés par l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL).

26. Les États ont également insisté sur le rôle complémentaire que l'échange de données balistiques pourrait jouer en ce qui concerne le traçage des armes légères et de petit calibre illicites dans le cadre des enquêtes judiciaires.

La voie à suivre

27. En tenant compte des différences entre les caractéristiques, capacités et priorités des États et des régions, les États prendront les mesures ci-après pour prévenir, maîtriser et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects :

- a) Renforcer, aux niveaux national, régional et international, les échanges d'informations à titre volontaire et dans le respect de la législation et des procédures administratives nationales, en particulier l'échange, en temps opportun, entre les autorités nationales compétentes, des résultats des travaux de traçage et d'autres informations, y compris toute information utile pour la lutte contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre et la prévention de leur détournement aux fins du commerce illicite ou au profit de groupes armés illégaux, de terroristes ou d'autres utilisateurs non autorisés;
- b) Encourager le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à rendre plus accessible l'information en rapport avec le commerce illicite des armes légères et de petit calibre et leur détournement aux fins du commerce illicite ou au profit de groupes armés illégaux, de terroristes ou d'autres utilisateurs non autorisés;
- c) Envisager d'utiliser spontanément, le cas échéant, les outils disponibles, y compris les outils en ligne et d'autres technologies, pour échanger rapidement et efficacement les informations relatives au traçage des armes légères et de petit calibre illicites et au détournement de ces armes aux fins du commerce illicite ou au profit de groupes armés illégaux, de terroristes ou d'autres utilisateurs non autorisés;
- d) Examiner l'évolution de la conception des armes légères et de petit calibre et de la technologie employée dans leur fabrication et leurs conséquences pour l'application intégrale et effective de l'Instrument international de traçage, notamment les dispositions pratiques à prendre pour garantir et renforcer l'efficacité des travaux de marquage, d'enregistrement et de traçage au niveau national; les conséquences pour l'aide internationale et le renforcement des capacités, notamment le transfert et l'utilisation effective des outils et technologies pertinents; et éventuellement d'autres mesures à prendre pour faire en sorte que l'Instrument soit à jour;
- e) Recommander, à cet égard, à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général d'inclure, le cas échéant, dans son rapport de synthèse annuel sur les armes légères et de petit calibre, d'autres informations sur cette évolution, en faisant fond sur son rapport initial (A/CONF.192/BMS/2014/1) et les travaux de la réunion d'experts gouvernementaux à composition non limitée qui se tiendra en 2015, pour examen par les États Membres lors des futures réunions consacrées à la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage;
- f) En étroite concertation avec les parties concernées, notamment les gouvernements des pays hôtes et des pays fournisseurs de contingents et du personnel de police, encourager les missions des Nations Unies qui sont dûment mandatées à aider les gouvernements des pays hôtes qui en font la demande à effectuer le traçage des armes légères et de petit calibre dans les situations de conflit et d'après conflit, conformément aux dispositions de l'Instrument international de traçage;
- g) Encourager, le cas échéant et conformément à l'Instrument international de traçage, l'intensification des échanges d'informations relatives au traçage des armes légères et de petit calibre illicites entre les entités compétentes des Nations Unies, compte tenu des mandats et des compétences de chacune, en vue notamment de faciliter la planification et l'exécution des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration et d'autres programmes nationaux pertinents;
- h) Désigner, s'ils ne l'ont pas encore fait, un ou plusieurs points de contact nationaux chargés de la mise en œuvre de l'Instrument international de traçage afin

de faciliter la coopération aux opérations de traçage, conformément aux dispositions de l'Instrument, et de mettre à jour régulièrement cette information dans leurs rapports nationaux;

i) Examiner les moyens de mettre au point un cadre d'assistance internationale global prévoyant ressources, formation, renforcement des capacités et assistance technique pour les pays en développement qui en font la demande, afin d'appuyer la mise en œuvre effective de l'Instrument international de traçage;

j) À cet égard, encourager les États et les organisations internationales, régionales et sous-régionales qui sont en mesure de le faire à fournir, sur demande, une assistance technique et financière, y compris du matériel adapté, comme des appareils de marquage, et une formation, afin d'améliorer les capacités nationales de marquage, d'enregistrement et de traçage nécessaires à la mise en œuvre effective de l'Instrument;

k) Encourager les États et les organisations internationales, régionales et sous-régionales qui sont en mesure de le faire à fournir, sur demande, une assistance technique et financière en vue de renforcer les capacités nationales de collecte et d'échange d'informations balistiques;

l) Encourager, le cas échéant, le resserrement des liens des États qui en sont parties avec le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et d'autres instruments juridiquement contraignants pertinents, dans le cadre de la mise en œuvre de l'Instrument international de traçage aux niveaux national, régional et mondial.

III. Coopération et aide internationales aux fins de la mise en œuvre intégrale et efficace du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage : renforcement des capacités, y compris la formation; et transfert de technologie et de matériel

28. Les États ont réaffirmé que la coopération et l'aide internationales étaient essentielles pour garantir la mise en œuvre intégrale et effective du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage. Ils ont insisté sur la nécessité de continuer d'offrir une assistance concrète, notamment une aide technique et financière, et d'assurer le transfert de technologies et de matériel aux pays en développement qui en font la demande. Ils ont aussi estimé qu'il serait utile à cet égard de tirer davantage parti des compétences disponibles dans les pays en développement.

29. Les États ont réaffirmé que la coopération et l'aide internationales devraient être fournies aux pays qui en font la demande, selon qu'il convient, compte tenu de leurs besoins et de leurs priorités, et que cette aide devrait être suffisante et efficace et s'inscrire dans la durée.

30. Les États se sont déclarés profondément préoccupés par les conséquences désastreuses du commerce illicite des armes légères et de petit calibre sur les civils, en particulier les femmes et les enfants.

31. Les États ont insisté sur la nécessité d'offrir aux femmes la possibilité de participer aux activités de coopération et d'assistance internationales aux fins de la mise en œuvre intégrale et effective du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage, en tenant compte de la résolution 65/69 de l'Assemblée générale sur les femmes, le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements, et de ses résolutions ultérieures sur la question ainsi que de la résolution 1325 (2000) et des résolutions ultérieures du Conseil de sécurité.

32. Les États ont estimé que la mise en commun des compétences, des techniques et des procédures, y compris des pratiques optimales et des enseignements de l'expérience, entre les autorités compétentes devrait être intensifiée. Ils ont également souligné qu'il importait de renforcer la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales, notamment par l'intermédiaire des centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement.

33. Les États ont estimé qu'il fallait lutter contre le commerce illicite transfrontalier des armes légères et de petit calibre, en application du Programme d'action, et promouvoir la coopération en la matière par les voies appropriées, dans le plein respect de la souveraineté des États sur leurs propres frontières.

34. Les États ont reconnu l'utilité du portail d'information sur le Programme d'action et l'Instrument international de traçage mis en place par le Secrétariat.

35. Les États ont souligné qu'il fallait utiliser autant que possible les outils et mécanismes propres à renforcer l'aide internationale, notamment technique et financière, qui est nécessaire pour mettre en œuvre intégralement et effectivement le Programme d'action et l'Instrument international de traçage, notamment en veillant à mieux répondre aux besoins avec les ressources disponibles, y compris par l'intermédiaire de forums tels que le Groupe des États intéressés en vue de mesures concrètes de désarmement.

36. Les États ont souligné l'importance d'une aide fiable et soutenue, fournie notamment par le biais des fonds d'affectation spéciale des Nations Unies, et ont encouragé les États et les organisations régionales et sous-régionales compétentes qui sont en mesure de le faire à verser des contributions financières.

37. Les États ont préconisé le perfectionnement des mécanismes destinés à accroître la mesurabilité et l'efficacité de la coopération et de l'aide internationales.

La voie à suivre

38. En tenant compte des différences entre les caractéristiques, capacités et priorités des États et des régions, les États prendront les mesures ci-après pour prévenir, maîtriser et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects :

a) Engager instamment les États et les organisations internationales, régionales et sous-régionales qui sont en mesure de le faire à coopérer et à fournir une aide, notamment technique et financière, ainsi qu'à assurer le transfert des technologies et du matériel appropriés, efficaces et durables aux pays en développement qui en font la demande, compte tenu de leurs besoins et priorités dans les domaines liés à la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage;

- b) Recommander aux États et aux organisations internationales qui sont en mesure de le faire de proposer aux pays en développement qui en font la demande des cours de formation et de renforcement des capacités pour faciliter la mise en œuvre effective du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage;
- c) Examiner les moyens d'établir, le cas échéant, des modalités acceptées de part et d'autre pour la fourniture de formation et de connaissances spécialisées sur la gestion et la sécurité physique des stocks d'armes légères et de petit calibre, compte tenu des différentes structures multilatérales de coopération et d'aide qui sont conformes aux dispositions du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage;
- d) Engager instamment les États qui sont en mesure de le faire à fournir aux pays en développement qui en font la demande le matériel indispensable pour mettre en œuvre effectivement le Programme d'action et l'Instrument international de traçage;
- e) Compte tenu des priorités nationales, prendre en compte les décisions et recommandations issues des conférences et des réunions se rapportant au Programme d'action dans toutes les activités visant sa mise en œuvre, y compris les activités, les travaux de recherche et les formations financés par des contributions volontaires;
- f) S'efforcer davantage d'utiliser les rapports nationaux comme un outil permettant d'identifier, de hiérarchiser et de faire connaître leurs besoins d'assistance; de proposer des projets concrets assortis d'objectifs mesurables dans le cadre des plans d'action nationaux pertinents, en se fondant sur une évaluation objective et détaillée des besoins; et de mobiliser les ressources nécessaires, avec l'aide des organisations internationales, régionales et sous-régionales;
- g) Élaborer des propositions d'assistance en coordination avec les organisations régionales et sous-régionales, selon qu'il conviendra;
- h) Encourager les États et les organisations internationales à supprimer les doublons dans la fourniture ou la demande d'aide, notamment en étudiant les possibilités de partenariat aux niveaux régional et sous-régional et en tirant parti des compétences et capacités techniques régionales et sous-régionales;
- i) Multiplier les échanges de connaissances, de compétences et d'enseignements tirés de l'expérience aux niveaux mondial, régional, sous-régional et national, notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud, Sud-Sud et triangulaire et par le truchement des organisations internationales, régionales et sous-régionales;
- j) Encourager les États à coopérer en vue de prévenir et de réduire les conséquences désastreuses du commerce illicite des armes légères et de petit calibre sur les enfants;
- k) Créer ou renforcer, selon les cas, les mécanismes sous-régionaux ou régionaux de coopération, de coordination et de partage de l'information, en particulier instaurer une coopération douanière transfrontière et constituer des réseaux d'échange d'informations entre les forces de l'ordre, la police des frontières et les douanes, selon qu'il conviendra, afin de prévenir, de combattre et d'éliminer le commerce illicite transfrontalier des armes légères et de petit calibre;

l) Tirer pleinement parti des avantages qu'offre la coopération avec les centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement, l'Organisation mondiale des douanes, INTERPOL et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, compte tenu de leur mandat et des priorités nationales, pour mettre en œuvre intégralement et effectivement le Programme d'action et l'Instrument international de traçage;

m) Prier le Secrétariat de présenter, pour examen à la réunion d'experts gouvernementaux à composition non limitée qui se tiendra en 2015, les moyens d'accroître le financement des activités liées à la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage, notamment les dispositions régissant les fonds d'affectation spéciale, et de mettre en place des programmes de formation à l'intention des fonctionnaires qui sont chargés par leurs gouvernements des domaines liés à la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage;

n) Prier également le Secrétariat :

i) D'effectuer une étude approfondie sur l'adéquation, l'efficacité et la viabilité de l'aide financière et technique, y compris le transfert de technologie et de matériel, assurée aux pays en développement depuis 2001 pour la mise en œuvre intégrale du Programme d'action, et de la présenter, pour examen, à la réunion d'experts gouvernementaux à composition non limitée qui se tiendra en 2015 et à la sixième Réunion biennale des États qui se tiendra en 2016;

ii) De continuer à collaborer avec les institutions de recherche et de formation compétentes, en particulier avec celles des pays en développement, sur les activités visant à lutter contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre, notamment la mise en commun des fichiers d'experts comprenant des experts des pays en développement, le cas échéant;

iii) D'inclure dans les ressources qu'il diffuse en ligne, des informations pertinentes, telles que des études, des publications et d'autres documents concernant la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage.

IV. Suite donnée à la deuxième Conférence d'examen

Calendrier des réunions pour la période 2014-2018

39. Les États ont rappelé que l'Assemblée générale a décidé, conformément au calendrier des réunions pour la période 2012-2018 arrêté à la deuxième Conférence d'examen, de convoquer, en application des dispositions pertinentes du Programme d'action, une réunion biennale des États d'une semaine, à New York en 2014 et en 2016, et une réunion d'experts gouvernementaux à composition non limitée d'une semaine, en 2015, en vue d'examiner la mise en œuvre intégrale et effective du Programme d'action, et a décidé que la troisième Conférence d'examen se tiendrait en 2018 pendant deux semaines et qu'elle serait précédée d'une réunion du comité préparatoire d'une semaine au début de 2018.

40. Les États ont recommandé que les points suivants soient examinés à la réunion d'experts gouvernementaux à composition non limitée de 2015 :

a) Les conséquences de l'évolution récente de la conception des armes légères et de petit calibre et de la technologie employée dans leur fabrication sur l'efficacité du marquage, de l'enregistrement et du traçage des armes;

b) Les mesures pratiques destinées à renforcer sans cesse l'efficacité des modalités de marquage, d'enregistrement et de traçage au niveau national compte tenu de cette évolution, y compris les moyens de faciliter le transfert et l'utilisation effective des technologies et outils pertinents;

c) Le transfert de technologie et de matériel, ainsi que le renforcement des capacités, en particulier la formation, en vue de la mise en œuvre intégrale et effective du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage.

41. Les États ont noté l'importance fondamentale de la coopération et de l'aide internationales, y compris le renforcement des capacités, pour faire progresser l'application du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage, et ont réaffirmé que cette question devait continuer de figurer à l'ordre du jour de toutes les réunions consacrées au Programme d'action.

42. Les États ont réaffirmé qu'il importait que le président des réunions futures sur le Programme d'action soit désigné rapidement.

Réunions régionales

43. Les États ont noté le rôle important que jouent beaucoup d'organisations régionales et sous-régionales dans le renforcement des capacités et la promotion de la coopération et de l'assistance en vue d'aider les États qui en font la demande à appliquer le Programme d'action et l'Instrument international de traçage. Ils ont recommandé que des mesures soient prises pour renforcer l'appui effectif des organisations régionales et sous-régionales à la mise en œuvre du Programme et de l'Instrument, conformément à leurs mandats respectifs.

44. Les États ont encouragé les pays et les organisations sous-régionales, régionales et internationales intéressés qui sont en mesure de le faire à organiser des réunions régionales en prévision de celles consacrées au Programme d'action et à l'Instrument international de traçage ou pour y donner suite.

45. Les États ont noté qu'il était envisagé, s'il y a lieu, d'aligner la date des réunions régionales ayant trait aux armes légères et de petit calibre sur celle du cycle mondial des réunions, de façon à créer, selon qu'il conviendra, la plus grande synergie possible entre les mesures prises aux niveaux national, régional et mondial.

Participation de la société civile

46. Les États ont reconnu le rôle important joué par les organisations de la société civile compétentes, notamment les organisations non gouvernementales, pour ce qui est d'aider à la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage, notamment en menant des activités de sensibilisation, en fournissant une assistance et en mettant en commun des données d'expérience et des travaux de recherche. Ils ont encouragé ces organisations à participer, selon qu'il conviendra, à tous les aspects de l'action menée aux niveaux international, régional, sous-régional et national en vue de la mise en œuvre de ces deux textes, sans compromettre la sécurité nationale et dans le respect de la législation nationale.

47. Les États ont encouragé les contacts avec le secteur de l'industrie, le cas échéant, pour appuyer l'application effective du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage et veiller à ce que le processus tienne pleinement compte des progrès techniques pertinents.

Rapports des États

48. Les États ont réaffirmé qu'il faudrait synchroniser la présentation des rapports nationaux facultatifs sur le Programme d'action et des rapports nationaux sur l'Instrument international de traçage avec les réunions biennales des États et les conférences d'examen, afin d'accroître le nombre de rapports présentés, de mieux tirer parti des informations qui y figurent et d'enrichir sensiblement les travaux de ces réunions.

49. Les États ont fait observer qu'il fallait renforcer l'utilité des rapports nationaux, notamment en utilisant les informations qui y figurent pour cerner les tendances et les difficultés en matière de mise en œuvre et répondre aux besoins d'assistance compte tenu des ressources disponibles.

Appui à la participation aux réunions

50. Afin de promouvoir une participation plus large et plus équitable aux réunions consacrées au Programme d'action, les États ont encouragé ceux d'entre eux qui sont en mesure de le faire à fournir une assistance financière, le cas échéant, par l'entremise d'un fonds de parrainage à contributions volontaires, pour aider les États qui sans cela seraient dans l'impossibilité de le faire à participer à ces réunions, en particulier aux réunions des experts gouvernementaux et aux conférences d'examen.

V. Questions diverses

51. Lors de l'examen du point 9 de l'ordre du jour, certains États ont indiqué que, sans préjudice des positions d'autres États, ils estimaient que les questions ci-après étaient importantes pour la mise en œuvre du Programme d'action. D'autres délégations ont exprimé un avis différent sur lesdites questions :

- a) Contrôle direct de l'État sur les transferts d'armes légères et de petit calibre, y compris le courtage;
- b) Fabrication sans licence des armes légères et de petit calibre;
- c) Réexportation des armes légères et de petit calibre fabriquées sous licence étrangère;
- d) Synergie entre les instruments pertinents, y compris corrélation entre le Programme d'action et le Traité sur le commerce des armes.